

Parce que vous le savez

Partage international n° 397 - Septembre 2021

Interview de Mar Sabé par Sabina Qureshi

Proactiva Open Arms est une organisation non gouvernementale (ONG) espagnole qui se consacre à la recherche et au sauvetage (RES) en mer. En plus de maintenir une base permanente à Lesbos, l'ONG mène ses opérations de sauvetage en mer Egée et en Méditerranée centrale. Sabina Qureshi a interviewé Mar Sabé, de Proactiva Open Arms, pour Partage international.

Partage international : Comment a commencé Open Arms ?

Mar Sabé : Tout a commencé en réponse à une photo : Alan Kurdi, l'enfant de 3 ans retrouvé mort sur le rivage turc en septembre 2015. Oscar Camps, qui dirigeait à l'époque une entreprise de sauveteurs basée à Badalona, sur la côte est de l'Espagne, était avec sa fille de 11 ans le jour où cette photo est apparue dans les médias. Elle lui a demandé pourquoi, si lui, Oscar, était un sauveteur, il y avait un enfant mort sur la plage. Oscar s'est demandé : « *Que se passe-t-il ? Je suis sauveteur, il y a des enfants qui meurent, et je ne fais rien.* »

Alors, avec un autre sauveteur de son entreprise, il s'est rendu à Lesbos, en Grèce. Personne en Espagne ou dans le reste de l'Europe ne savait ce qui se passait à Lesbos. Ce qu'ils ont trouvé était bien pire que ce à quoi ils s'attendaient. Il n'y avait pas d'ONG ou de représentants du gouvernement sur place pour sauver les gens. Ils l'ont bien vu le 28 octobre 2015, lorsqu'ils ont été confrontés au naufrage le plus meurtrier de Grèce. Un bateau avec plus de 400 personnes à bord a chaviré dans la mer Egée. Seuls quatre sauveteurs d'Open Arms et quelques pêcheurs locaux - qui utilisaient leurs filets pour sortir les gens de l'eau - étaient là pour sauver les naufragés. De nombreuses personnes se sont noyées. Le lendemain, le gouvernement grec a annoncé que seules cinq personnes avaient péri. Les sauveteurs d'Open Arms savaient que ce n'était pas vrai ; ils avaient dû choisir qui sauver pour la première fois de leur vie. Ils ont pris conscience qu'ils devaient dire au monde entier ce qui se passait, sinon personne ne le saurait car, bien sûr, au milieu de la mer, il n'y a personne. C'est pourquoi Open Arms a commencé à

embarquer des journalistes dans toutes ses missions. La communication est une partie très importante de son travail.

Open Arms ne devrait jamais avoir à exister. Son objectif est toujours le même : disparaître. Mais quand les bateaux d'Open Arms arrivent en pleine mer, il est toujours trop tard. Les gouvernements devraient être là, pour protéger la vie des personnes qui migrent.



photo : Open Arms (avec autorisation)

Open Arms ne devrait jamais avoir à exister. Son objectif est toujours le même : disparaître. Mais quand les bateaux d'Open Arms arrivent en pleine mer, il est toujours trop tard.

PI. Depuis qu'Open Arms opère, y a-t-il eu un changement dans la situation en Méditerranée ?

MS. Oui, un changement en pire. En 2015, la situation en mer Egée était très difficile ; de nombreuses personnes tentaient d'atteindre les côtes grecques. Open Arms aidait des milliers de personnes chaque jour. Puis, en mars 2016, l'Union européenne a signé un accord avec la Turquie pour limiter le flux de migrants irréguliers vers l'UE en échange de six milliards d'euros. Immédiatement, de milliers par jour, le nombre de personnes tentant d'atteindre les côtes grecques est tombé à quelques dizaines. Open Arms a conservé une équipe sur place au cas où ce serait nécessaire, mais a décidé de concentrer ses efforts là où les besoins étaient les plus importants.

La route migratoire de la Méditerranée centrale, la plus meurtrière au monde, était le choix évident. En

seulement quatre mois, Open Arms a secouru plus de 15 000 personnes. A l'époque, il y avait 13 bateaux de plusieurs ONG, tous sous la coordination des garde-côtes italiens. Toutes ces ONG ont bien travaillé ensemble, ainsi qu'avec les différents gouvernements. Elles ont pu sauver et protéger la vie de nombreuses personnes.

Aujourd'hui, cependant, il n'y a plus qu'un seul bateau d'Open Arms sur cette route. Pourquoi ? Parce que les gouvernements concernés obligent les ONG à cesser leurs activités, essentiellement pour des raisons politiques. Ils veulent qu'Open Arms s'en aille parce que non seulement il sauve des vies, mais aussi parce qu'il informe le monde de ce qui se passe.

Actuellement, l'Europe ne veut pas savoir ce qui se passe ; si les Européens le savent, ils devront faire quelque chose. Ce sont les côtes de l'Europe ; c'est la responsabilité de l'Europe. Les pays européens qui ont signé des traités pour empêcher les migrants d'entrer en Europe cherchent également à les empêcher de venir. C'est pourquoi Open Arms n'est pas le bienvenu. C'est aussi pourquoi Open Arms fait face à de nombreuses difficultés, qui se sont accrues au fil des ans. Et maintenant, avec la Covid, tout a empiré car les gouvernements utilisent cette excuse pour dire que les migrants pourraient avoir la Covid. Open Arms teste tout le monde à bord avant et après chaque mission, mais les équipages sont obligés de rester en quarantaine pendant deux semaines avant de pouvoir reprendre leurs activités. Cela se produit pour tous les bateaux d'Open Arms (les migrants sont mis en quarantaine dans un autre bateau ou sur la terre ferme).



photo : Open Arms (avec autorisation)

Le droit de la mer dit que peu importe le type de bateau dans lequel vous vous trouvez, si vous voyez un bateau en détresse, vous êtes obligé de secourir les

personnes à bord.

PI. *Y a-t-il des personnes de tous âges parmi les personnes sauvées par Open Arms ?*

MS. Plus maintenant. En Grèce, il y avait des personnes de différents âges [en 2015], mais actuellement non. Il faut comprendre que les migrants qu'Open Arms voit sont ceux qui ont voyagé pendant des années et des années, et ont été torturés, persécutés, volés, violés, etc. Ceux qui arrivent à la fin sont les plus forts, et malheureusement, tout le monde n'y arrive pas. Nous sauvons beaucoup d'enfants, et c'est terrible, bien sûr. Lors de la dernière mission d'Open Arms, un bébé de 6 mois a été secouru, mais il est mort après deux heures de réanimation. Malheureusement, il y a aussi beaucoup de femmes enceintes. Beaucoup d'entre elles ont été violées. C'est fou et c'est vraiment dur.

PI. *Open Arms rencontre-t-il des personnes qui migrent par désir d'une vie meilleure en plus des personnes qui fuient la guerre et les conflits ?*

MS. La raison pour laquelle les gens fuient ne concerne pas Open Arms. Migrer est un droit de l'homme. Si vous avez le droit d'aller à Londres pour apprendre l'anglais, pourquoi ces personnes n'ont-elles pas le droit d'aller où elles veulent, de faire ce qu'elles veulent ?

PI. *Le projet Origines est une partie importante du travail d'Open Arms maintenant. Quel est son objectif ?*

MS. Quand Open Arms a commencé, on ne pouvait pas emmener les personnes qu'on secourait au port sûr le plus proche (à plusieurs heures de route) car le bateau n'était pas aménagé pour cela. Plus tard (2017), on s'est procuré un bateau qui permettait de le faire. Par conséquent, le personnel d'Open Arms a passé du temps avec les personnes qu'elle avait secourues. Beaucoup d'entre elles venaient de pays qui n'étaient pas en guerre, qui ne subissaient aucun type de conflit. En revanche, les personnes secourues en Grèce étaient originaires de pays en guerre (Syrie, Irak, Yémen).

Les volontaires d'Open Arms ont commencé à demander aux personnes originaires du Sénégal, de Mauritanie ou de Côte d'Ivoire si elles auraient quitté leur pays si elles avaient su que le voyage les mènerait en Libye. La Libye est un véritable enfer. Les gens y sont vendus comme esclaves, ils sont torturés, violés. Cela a été démontré par de nombreuses organisations qui y sont allées, cela a été dénoncé par des journalistes, et tous les migrants secourus par Open Arms le confirment. Les

bénévoles d'Open Arms ont demandé à ces migrants : « *Si vous aviez su que vous alliez rencontrer tous ces problèmes, ainsi que devoir traverser le désert, auriez-vous quitté votre maison ?* » Ils ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant sinon ils n'auraient jamais quitté leur pays, n'auraient jamais commencé le voyage, du moins pas de cette manière. Open Arms a réalisé qu'elle devait faire connaître cette information. Personne ne parle de ce qui se passe dans le désert - ce n'est pas bien connu - mais beaucoup de gens y meurent.

Open Arms a donc lancé le projet Origines. Origines crée des alliances avec des ONG locales dans les pays d'origine des migrants, qui travaillent sur la migration depuis de nombreuses années. Des outils, des stratégies et des méthodologies sont partagés pour aider à faire passer le message sur ce que les gens peuvent s'attendre à rencontrer s'ils entreprennent ce voyage. Des opportunités économiques sont créées en coopération avec des entreprises locales afin de proposer des alternatives à la migration. Des informations sur la migration régulière sont également fournies. Mais Open Arms ne dit pas aux gens ce qu'ils doivent faire : ils doivent prendre leur décision librement.

PI. *L'Union européenne a acheté des drones pour survoler la Méditerranée et observer ce qui s'y passe¹. Savez-vous ce que l'UE compte faire ?*

MS. En 2013, un énorme naufrage a eu lieu près de Lampedusa. L'Onu a publié un rapport indiquant que le gouvernement italien aurait pu sauver les personnes à bord de ce navire, mais ne l'a pas fait. C'est la première fois que l'Onu blâmait directement un pays européen pour ne pas avoir rempli ses obligations légales dans le domaine de la migration. Après ce naufrage, le gouvernement italien a lancé un projet appelé Mare Nostrum pour protéger la vie des personnes rencontrées en mer. Au bout d'un an, l'UE a cessé de soutenir Mare Nostrum², et a lancé de nouveaux projets gérés par Frontex³. Mais l'objectif de Frontex est de protéger les frontières, pas les droits de l'homme. Elle déploie donc beaucoup d'efforts et d'argent (bateaux, hélicoptères, avions) sur les côtes européennes, mais nulle part ailleurs.

Bien sûr, pour passer de l'Afrique à l'Europe, il faut traverser de nombreux kilomètres d'eaux internationales. L'idée était de « *ne pas savoir* » ce qui pouvait se passer dans ces eaux, car ce n'était pas de leur ressort. C'est alors qu'Open Arms a compris que l'Union européenne ne respectait plus les traités que ses membres avaient signés, mais protégeait plutôt les privilèges des Européens. Open Arms affirme désormais qu'il n'y a plus de droits de l'homme en Europe. Au lieu de cela, il y a des droits européens, ou plutôt des privilèges - et ceux-ci vont à

l'encontre des privilèges ou des droits des personnes qui fuient de différentes régions d'Afrique.

Open Arms a commencé à constater ce phénomène en 2014. Il s'est aggravé à mesure que Frontex a continué à créer de nouvelles opérations. La dernière fois que Frontex a sauvé des personnes, c'était avec l'Opération Sofia. L'Opération Sofia a utilisé des bateaux. Le droit de la mer dit que peu importe le type de bateau dans lequel vous vous trouvez, si vous voyez un bateau en détresse, vous êtes obligé de secourir les personnes à bord. Vous ne pouvez pas prétendre que vous n'avez rien vu, car vous commettriez un crime. L'Opération Sofia a permis de sauver des personnes en mer. Malgré cela, peu de personnes ont été secourues car il s'agissait d'une zone difficile à atteindre pour les migrants ; beaucoup s'étaient déjà noyés.

En mars 2020, l'Opération Sofia s'est terminée et l'Opération Irini a commencé. Elle n'utilise pas de bateaux, mais uniquement des avions. Ils peuvent voir les migrants, mais pas les secourir ; ils ne sont pas obligés de les secourir, car ils ne sont pas dans un bateau en mer⁴.

C'est un pas de plus vers une modification complète de la portée de ce qui se passe en Méditerranée. Etant donné que Frontex est en train de changer son approche de la situation des migrants en Méditerranée, elle va probablement continuer à travailler de cette manière - en utilisant des drones.

PI. *L'ONG Alarm Phone⁵ affirme que les acteurs européens tentent de retirer leur présence en mer et de ne pas respecter leurs obligations. Ils continuent d'être présents, mais depuis les airs, afin d'être au courant des différents bateaux de migrants qui partent des côtes libyennes et de transmettre ces informations aux garde-côtes libyens.*

MS. Open Arms travaille en étroite collaboration avec Alarm Phone. Open Arms peut sauver des personnes, mais il a besoin d'Alarm Phone pour lui dire ce qui se passe.

En 2017, l'Italie et l'Espagne ont commencé à former les soi-disant garde-côtes libyens. Il n'y avait pas de gouvernement en Libye à l'époque, il ne pouvait donc pas s'agir des véritables garde-côtes libyens. Ce que l'Italie, l'Espagne et l'Europe font en général, c'est donner du matériel et de la formation à des gens qui sont des rebelles, qui sont de connivence avec d'autres groupes à l'intérieur de la Libye. Par conséquent, ces pays participent à la guerre civile en Libye et ceux qui souffrent le plus sont, comme toujours, les migrants. Même maintenant, avec un gouvernement en Libye, les garde-côtes libyens sont incapables de sauver la vie des migrants au large des côtes libyennes⁶.



photo : open arms (avec autorisation)

Les migrants qu'Open Arms voit sont ceux qui ont voyagé pendant des années et des années, et ont été torturés, persécutés, volés, violés, etc.

PI. Comment Open Arms envisage-t-elle la solution à la crise ? D'où viendrait cette solution ? Comment fonctionnerait-elle ?

MS. Il existe de nombreuses solutions possibles. Si les autorités européennes mettaient l'argent et les ressources qu'elles consacrent actuellement à la construction de murs et à la protection des frontières à la protection des vies, cela donnerait forme à une toute nouvelle stratégie. Un changement complet de stratégie est nécessaire – si l'Europe se soucie vraiment des droits de l'homme.

La montée du populisme et des fake news en Europe aide les partis politiques d'extrême droite à prendre de l'importance dans la sphère politique européenne. On assiste à un glissement progressif vers la droite à travers l'Europe, de sorte que même les partis politiques qui n'ont jamais été de droite acceptent désormais ce type de discours et y répondent. Aujourd'hui, il existe des droits de l'homme pour les Blancs, mais pas pour les Noirs. Reconnaître que les droits de l'homme doivent être universels changerait tout.

PI. Les violations des droits de l'homme sont souvent résolues, du moins au début, par les tribunaux, que ce soit au niveau local ou international. Y a-t-il des actions en justice contre des gouvernements européens ou l'Union européenne pour violation des droits de l'homme dans le domaine de la migration en mer ?

MS. Open Arms a intenté un procès contre Matteo Salvini, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur de l'Italie en 2019. Le bateau d'Open Arms s'est vu refuser l'autorisation d'accoster à Lampedusa en août 2019 en raison d'un décret de sécurité créé par M. Salvini⁷.

Pendant 19 jours, il a refusé d'autoriser notre bateau à accoster. Nous l'avons accusé de séquestration, d'abus politique et de fraude documentaire. Cette affaire est en cours⁸. Il est important que l'affaire fasse son chemin devant les tribunaux, mais il est également important de changer la façon de penser des gens en expliquant ce qui se passe. Les médias ont le pouvoir de le faire.

L'objectif premier d'Open Arms est de disparaître, mais elle ne le peut pas, tant que son travail est nécessaire. Il continuera d'être nécessaire jusqu'à ce que des politiciens soient élus pour assurer la réalisation de ce travail, et qu'ils se concentrent réellement sur la protection de la vie humaine. Il faut donner à la société les moyens d'opérer ces changements. C'est pourquoi tous ceux qui partent en mission avec Open Arms partagent ce qu'ils ont vu à leur retour – dans l'école de leur enfant, sur leur lieu de travail, partout où ils sont invités à partager le travail d'Open Arms. Cela permet de faire connaître ce qui se passe en Méditerranée.

PI. Open Arms a reçu de nombreux prix. Il est clair que la société civile apprécie ce qu'elle fait. Le défi est de traduire cela en soutien politique pour l'idée, le projet de sauver des vies humaines, de respecter la vie humaine. Les Nations unies ont-elles fait des déclarations ou pris des mesures proactives pour soutenir ce projet ?

MS. Open Arms est enregistrée auprès de l'Onu et a reçu de nombreuses récompenses du Parlement européen, de la Commission européenne et de nombreux gouvernements. Mais Open Arms n'a pas besoin de récompenses – elle a juste besoin que tous ces acteurs fassent leur travail. Open Arms le dit publiquement chaque fois qu'elle reçoit un prix. Open Arms est en mesure de faire son travail grâce au soutien de ses donateurs. Plus de 90 % de son budget est assuré par de petits donateurs. C'est son moteur. Elle est totalement indépendante ; elle ne dépend d'aucun gouvernement.

PI. Quel est le plus grand défi pour Open Arms en ce moment ?

MS. Toujours le même : continuer à protéger les droits de l'homme en mer et sur terre. C'est un défi énorme car tous les gouvernements, les médias et les campagnes de fake news sont contre cela, contre la vie personnelle des volontaires d'Open Arms également. Le défi est simplement de continuer.

PI. Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

MS. Merci d'avoir donné la parole à Open Arms. Je pense que pour les Européens en général, la chose la plus importante à réaliser est que c'est notre faute. Parfois, les gens demandent ce qu'ils peuvent faire, ce qui est le plus nécessaire. La première chose est

de réaliser ce qui est en train de se passer. Dans 20 ou 30 ans, lorsque quelqu'un viendra frapper à votre porte et vous demandera : « *Que faisiez-vous lorsque ce génocide se déroulait sous vos yeux ?* », vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas. Parce que vous le savez : Open Arms vous le dit, Open Arms essaie d'expliquer tout cela. L'information est là. Le problème est qu'elle est parfois assez cachée - parce qu'il y a une volonté de la cacher. En tant qu'Européens, il est de notre responsabilité de le savoir, et nous sommes également responsables de ce qui se passe, car nous avons tous une voix politique. Nous faisons tous partie du changement.

PI. *Nous devons donc utiliser cette voix politique.*

MS. Oui !

-
1. *The Guardian*, Royaume-Uni.
 2. Mare Nostrum a coûté au gouvernement italien neuf millions d'euros par mois pendant les douze mois de son fonctionnement. L'Union européenne a procuré 1,8 million d'euros en provenance du Fonds pour les frontières extérieures, au cours de cette année. (Source : Wikipedia)
 3. Frontex est l'agence de sécurité des frontières de l'Union européenne.
 4. « *Un bateau de migrants chavire au large de la Libye, tuant 57 personnes, alors que le bilan régional pour 2021 approche les 1 000. L'Organisation internationale pour les migrations lie l'augmentation du nombre de décès à la diminution des patrouilles en mer.* » (Source : *The Guardian*, UK)
 5. Le projet militant *WatchTheMed Alarm Phone* a été lancé à l'automne 2014 et fonctionne comme une ligne d'assistance pour les voyageurs en détresse en

mer. (Source : *Movements Journal for Critical Migration and Border Regime Studies*).

6. « *C'est jour de congé* » : *des écoutes téléphoniques montrent que les migrants méditerranéens étaient laissés à l'abandon. Exclusif : Les transcriptions des conversations entre les fonctionnaires italiens et les garde-côtes libyens sont contenues dans un fichier qui a fuité.* » (Source : *The Guardian*, Royaume-Uni)

7. La loi dite Salvini, adoptée par le Sénat italien le 5 août 2019, a durci les sanctions contre les organisations humanitaires qui cherchent à faire venir en Italie les migrants africains secourus en Méditerranée. (Source : *TeleSur English*)

8. L'ancien ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, doit être jugé pour avoir laissé un navire espagnol de sauvetage de migrants bloqué en mer pendant plus de deux semaines en août 2019. Lors d'une audience en Sicile, le juge Lorenzo Lanelli a fixé la date du procès au 15 septembre 2021. Les procureurs de Palerme ont accusé M. Salvini de manquement au devoir et de séquestration pour avoir refusé d'autoriser pendant 19 jours le navire *Open Arms* et ses 147 passagers secourus à accoster en Italie. Pendant ce blocage, certains des migrants se sont jetés par-dessus bord en désespoir de cause, tandis que le capitaine plaidait pour un port sûr et proche. Les 89 personnes restantes à bord ont finalement été autorisées à débarquer à Lampedusa par une décision de justice du 20 août 2019. (Source : *euronews.com*)

Auteur : Sabina Qureshi, collaboratrice de Share International basée à Edmonton (Canada).

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : Entretien